

Sommaire

Fonctionnaires

Les concours 2020 lancés

L'essor Ivoirien - mardi 24 décembre 2019

Politique

Ce qui a été dit à Abuja

Fraternité Matin - mardi 24 décembre 2019

Mabri Toikeusse veut s'appuyer sur le secteur privé pour financer la recherche

Fraternité Matin - mardi 24 décembre 2019

Ce qui s'est passé hier

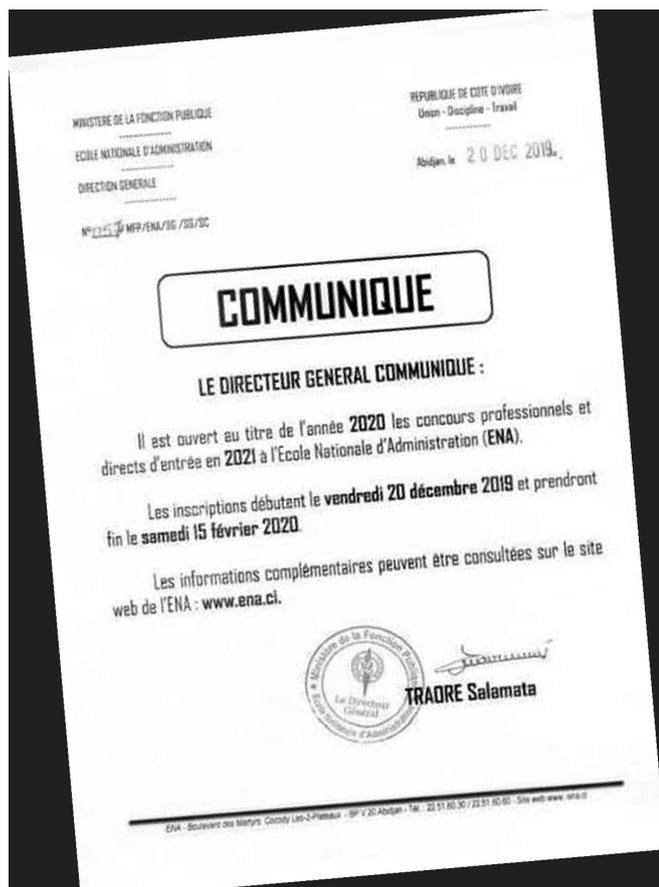
L'Intelligent d'Abidjan - mardi 24 décembre 2019

Un membre du Bureau politique se fâche contre certains cadres

Soir Info - mardi 24 décembre 2019

Les concours professionnels et directs d'entrée de l'Ecole Normale d'Administration d'Abidjan (ENA) 2020 sont lancés.

Les concours 2020 lancés



Les concours professionnels et directs d'entrée de l'Ecole Normale d'Administration d'Abidjan (ENA) 2020 sont lancés. Les inscriptions ont démarré le 20 décembre 2019 et prendront fin le 15 février 2020. Ci-dessous le communiqué de presse.



Création de la monnaie unique de la Cedeao / Les leaders de la sous-région étaient, samedi, en conclave dans la capitale du Nigeria

Ce qui a été dit à Abuja



La monnaie unique était l'un des sujets du 56^e sommet de la Cedeao. (Photo Dr)

Le processus de création de l'Union monétaire en Afrique de l'Ouest, avec en ligne de mire la monnaie unique est très avancé, si l'on s'en tient aux conclusions de la 56e session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao, tenue samedi à Abuja, au Nigeria. Au sommet ordinaire de la Cedeao du 21 décembre, les Chefs d'État ont réaffirmé leur volonté affichée de faire naître la future monnaie unique à partir de 2020. Après l'adoption du nom de cette monnaie, « éco », il y a quelques mois, ils ont pris note des propositions de symbole de ladite monnaie unique et ont adopté « Ec » comme symbole de la monnaie unique de la Cedeao (Cf point 16 du communiqué final qui a sanctionné cette 56e Conférence ordinaire). Outre le symbole de la monnaie unique, les Chefs d'État et de gouvernement ont adopté que la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest (Bcao) soit le nom de la structure bancaire qui va émettre cette monnaie. Sur la question du respect des critères de convergence, les dirigeants ouest-africains ont félicité le Comité ministériel pour les « progrès enregistrés dans la mise en œuvre du Programme de la monnaie unique » et pour « l'amélioration de l'état de convergence macroéconomique en 2019 ». Cependant, la Conférence « exhorte les États membres à poursuivre les efforts visant le respect des critères de convergence ». Ces critères, rappelle-t-on, prennent en compte la maîtrise de l'inflation, des déficits, de la dette, des fluctuations de change et des réserves extérieures. C'est à croire que les activités de la feuille de route révisée piétinent. C'est pourquoi, les dirigeants ouest-africains ont invité le Comité ministériel « à prendre toutes les dispositions requises en vue de l'accélération de la mise en œuvre de la feuille de route révisée et de la réaffectation, en priorité, des ressources financières du Fonds spécial au financement des activités indispensables à la création de l'Union monétaire de la Cedeao en 2020. La Conférence instruit le Comité ministériel à lui faire le point lors de sa prochaine session ordinaire », lit-on dans le communiqué final. Le processus

de la mise en place de la monnaie unique devra aussi tenir compte des transformations en cours au niveau de la zone monétaire de l'Umoa. La Conférence, après avoir entendu l'exposé d'Alassane Ouattara, Président de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement, a pris acte de la réforme de la zone monétaire de l'Umoa, qui faciliterait son intégration dans la future zone monétaire de la Cedeao. Comme on le voit, la mise en œuvre de la monnaie unique de l'Afrique de l'Ouest n'est pas certes un leurre, mais plusieurs étapes restent à franchir avant l'échéance fixée en juillet 2020. Il s'agit, entre autres, de la détermination du régime de parité de cette monnaie unique l'éco, les adhésions du Ghana et du Nigeria qui ont leurs propres monnaies, le Cedi et le Naira. Et pourtant, cette devise devra unifier les huit systèmes monétaires de la région: celui des pays Umoa et ceux de leurs sept voisins, dont le Nigeria et le Ghana.

GERMAINE BONI



Enseignement supérieur et recherche scientifique / Le premier responsable du département a remis, vendredi, aux présidents d'universités et d'instituts de recherches, les documents sur les Programmes nationaux de recherche (Pnr).

Mabri Toikeusse veut s'appuyer sur le secteur privé pour financer la recherche



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a incité les partenaires financiers à soutenir le Pnr. (Photo Dr)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Albert Mabri Toikeusse, veut s'appuyer sur le secteur privé pour le financement des programmes nationaux de recherche. Il l'a exprimé, vendredi, au Pôle scientifique et d'Innovation de l'Université Félix Houphouët-Boigny à Bingerville. C'était lors de la cérémonie de remise du document des programmes nationaux de recherche, cadre de programmation 2018-2020. Il fait savoir, à l'ouverture de la cérémonie, que cette décision est conforme à l'une des résolutions de la concertation nationale de 2012, qui a permis d'élaborer et de valider une nouvelle politique pour la recherche scientifique et l'innovation, ainsi qu'un plan d'actions stratégiques de mise en œuvre. Il est donc question pour l'État d'inciter le secteur privé, à s'impliquer dans le financement de ce secteur en prenant des mesures incitatives. « Nous devons faire comprendre au secteur privé, que son développement dépendra essentiellement de ce que nous ferons ensemble », a-t-il souligné. En indiquant que les chercheurs devront, quant à eux, se mettre à disposition en trouvant des idées de recherche, en les structurant mieux, avec la contribution du secteur privé avec lequel, l'État a déjà un dialogue sur les curricula d'enseignement supérieur. « En matière de recherche, le financement doit venir essentiellement du secteur privé », a-t-il insisté. En indiquant également le fait que les grandes universités, et les instituts à travers le monde, qui vivent essentiellement des produits de la recherche, s'appuient sur le secteur privé. Qui doit trouver son intérêt avec l'état. Car, estime-t-il, si son département parvient à mobiliser le secteur privé, il arrivera à se passer de l'état qui pourra concentrer ses

efforts sur les aspects d'infrastructures, de matériel d'accompagnement etc. Cela, pour répondre à la préoccupation du Président de la République Alassane Ouattara qui veut pour la Côte d'Ivoire, une recherche scientifique et technologique d'excellence, au service du développement économique et social du pays. C'est pour cela que le ministre Albert Mabri Toikeusse a invité chacun et particulièrement ses partenaires à s'impliquer dans cette mobilisation de ressources à travers des activités pour accompagner l'État dans tout ce qui doit être fait. Notamment des tables rondes, ou d'autres formats que cela devra prendre. Il a remercié l'Institut de recherche et de développement (Ird), le Centre Suisse de recherche, qui est à la base de la mise en place du Fonds pour la science, la technologie et l'innovation (Fonsti) et de bien d'autres activités que nous allons devoir conduire. Il a également souligné l'importante contribution du C2D, et celui du trésor français pour l'appui aux programmes de recherche scientifique, en Côte d'Ivoire. Le ministre a dit attendre beaucoup des communications du secteur privé au cours des échanges qui ont eu lieu après la cérémonie d'ouverture. « Nous voulons savoir quelle approche, ils veulent que nous ayons. Et nous préparer à y répondre, de manière plus précise. Afin de justifier qu'ils puissent mettre à notre disposition les moyens dont nous avons besoin ». Il a aussi fait savoir que l'État poursuit le plaidoyer afin de répondre, de manière progressive, aux contributions de Lagos, en 1980, qui invitaient les pays à affecter au moins 1% du Pib au financement de la recherche. « Nous sommes loin de cela, mais nous voyons une amélioration progressive. Ainsi que les motivations au niveau des chercheurs avec l'amélioration de la prime de recherche». **Financement pour les meilleurs projets.** Koffi N'Dri, responsable de la communication formation et recherche à la Cgeci, dont la conférence : « secteur privé et financements des Pnrs » était attendue, n'était pas présent. Cependant, Dr Sangaré Yaya, secrétaire général du Fonsti a dit que son organisation est disposée à apporter sa contribution au financement des programmes nationaux de recherche (Pnr). Elle veut cependant donner cette contribution de manière transparente, et de façon compétitive. Afi n que les meilleurs projets qui pourront avoir le plus d'impact sur le développement de la Côte d'Ivoire, soient retenus. « Au-delà de la recherche

académique, nous voulons mettre l'accent sur la recherche de développement: ce qui signifie qu'il faudra partir des questions posées par les populations, pour élaborer des projets de recherche, qui soient susceptibles de solutionner les problèmes identifiés. » Il a aussi incité les chercheurs à breveter les résultats de leurs travaux, afin de négocier les meilleures conditions de leur rachat, par des entreprises ou des bailleurs de fonds. Quant à Jean Marc Hougard, représentant de l'Ird en Côte d'Ivoire, il indiqué que l'Ird a ses chercheurs dans le pays et au sein des laboratoires ivoiriens. C'est une équipe internationale qui se monte avec des chercheurs ivoiriens et ceux d'autres pays. Il est convaincu qu'il faut mettre en commun tous les réseaux, pour répondre à des appels d'offres. Car pour lui, la recherche de financement représente 30 à 40% de l'activité d'un chercheur. « N'attendez pas que la proposition vous vienne sur votre boîte mail, il faut aller la chercher », a-t-il recommandé à ses hôtes. Le Pr Atta Koffi représentait le président de l'Université Félix Houphouët-Boigny, empêché.

MARIE-ADÈLE DJIDJÉ



Arrivée manquée de Soro à Abidjan / Le lundi 23 décembre 2019, des sympathisants du mouvement Génération peuples solidaires (Gps), étaient à l'aéroport international Félix HouphouëtBoigny d'Abidjan PortBouët, en vue d'accueillir leur président Guillaume Kigbafory Soro, qui devait rentrer de son périple européen.

Ce qui s'est passé hier



utiliser des gaz lacrymogènes pour repousser les partisans de Soro de la zone de l'aéroport. Mais, quelques-uns d'entre eux, qui tentaient de ruser avec les policiers, notamment, en essayant de contourner leur dispositif, ont été interpellés.

[La zone de l'aéroport bouclée depuis 4 h du matin]
Pour la circonstance, toute la zone de l'aéroport avait été bouclée par les forces de l'ordre, depuis le carrefour Akwaba. Sur ce carrefour, il a été positionné un dispositif sécuritaire pour, dissuader les partisans de Soro qui voudraient se rendre à l'aéroport à pied ou par convoi. Les gendarmes commandos avaient érigé un barrage, juste à l'entrée du boulevard de l'aéroport. Ils sont venus à bord de trois pick-up et d'un petit cargo. Sur le même carrefour, des véhicules anti-émeutes de la Bae étaient également en position. Le long du boulevard qui mène à l'aéroport, impossible de faire 200 m sans apercevoir un cargo positionné dans la broussaille ou à un petit carrefour. Une des responsables menant les opérations de déguerpissement du parking a fait savoir que c'est depuis 4h du matin, dans la nuit de dimanche 22 au lundi 23 décembre 2019, que les forces ont été déployées dans le périmètre aéroportuaire.

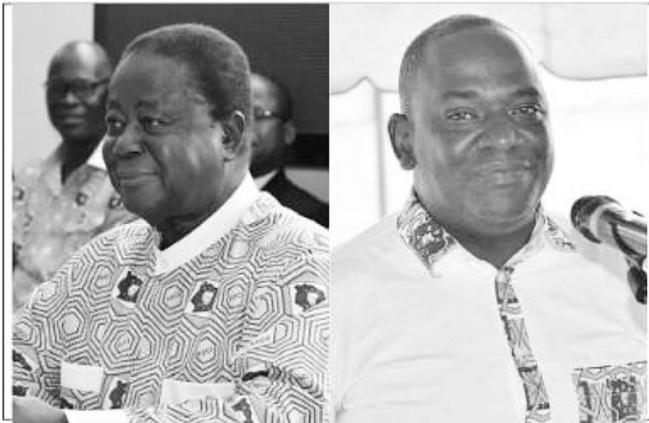
J-H KOFFO

Le lundi 23 décembre 2019, des sympathisants du mouvement Génération peuples solidaires (Gps), étaient à l'aéroport international Félix HouphouëtBoigny d'Abidjan PortBouët, en vue d'accueillir leur président Guillaume Kigbafory Soro, qui devait rentrer de son périple européen. Les forces de l'ordre (gendarmes et policiers), déployées sur place n'ont pas permis qu'ils se rassemblent. L'arrivée de Guillaume Soro étant annoncée pour 13h30 GMT, c'est autour de 9h que ses premiers partisans reconnaissables par les tee-shirts et pagnes à l'effigie du Gps, sont arrivés à l'aéroport. Autour de 12h, ils étaient visibles sur le parking de l'aéroport. Certains étaient même parvenus à prendre place dans le hall, dans l'attente de leur leader. À 13h, soit 30 mn avant l'heure d'arrivée prévue de Soro, la gendarmerie a renforcé sa présence sur le parking de l'aéroport, avec l'arrivée d'environ deux cargos, de trois pick-up et d'un minicar. Les nouveaux éléments, dès leur arrivée, ont sorti les pro-Soro qui avaient pris place dans le hall, et prié toutes les personnes présentes sur le parking de reculer jusqu'au niveau de l'hôtel Anomo (sur environ 800 m). Les unités de police, chargées du maintien d'ordre (Crs et Bae) ont pris le relais pour chasser de la zone aéroportuaire, tous ceux qui portaient des habits à l'effigie de Guillaume Soro. Les forces de l'ordre n'ont pas eu à



CHOIX DU CANDIDAT DU PDCI À LA PRÉSIDENTIELLE DE 2020

Un membre du Bureau politique se fâche contre certains cadres



Bédié vient d'avoir encore le soutien de Sanogo Lassina. (Ph.DR)

laissé entendre. Puis d'inviter les cadres concernés à se conformer aux décisions prises par l'ancien président de la République, dans ce sens. Cela, au risque d'en subir les conséquences. a Vous voulez être candidat à la présidentielle, créez vos partis pour être candidat à la présidentielle, mais au Pdc, c'est Bédié seul qui décide. Plusieurs fois, il y a des gens qui se sont opposés à Bédié, on sait comment ils ont terminé au plan politique. Si c'est pour venir monter des gens contre Bédié, vous trouverez la jeunesse devant vous >>, a martelé M. Sanogo.

ALASSANE SANOU

<<C'est Bédié seul qui décide de la candidature du Pdc>>

A quelques mois de la présidentielle de 2020, les intentions de candidature au Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdc) divisent. Selon Sanogo Lassina, membre du Bureau politique (Bp) du parti, avec qui nous avons échangé, dimanche 22 décembre 2019, à Marcory, la réunion du jeudi 19 décembre dernier a permis de constater des intentions de candidature à la présidentielle de 2020, qui violent les principes du parti. A l'en croire, des cadres du parti septuagénaire, désireux de porter les couleurs du Pdc, travailleraient contre une éventuelle candidature de Henri Konan Bédié. Toute chose qu'il a dénoncé. << Nous sommes au courant que des gens prétendent qu'ils sont candidats au Pdc et tiennent des réunions, de gauche à droite. Nous ne parlons pas, mais avons vu au Bureau politique, ceux qui sont contre la candidature de Bédié. Que les gens arrêtent de dire que Bédié est vieux. Qu'on arrête de tenir de tels propos à l'endroit de Bédié. Les gens sont pressés. On applaudit ceux qui disent que Bédié est vieux. C'est inacceptable. Bédié est un homme respectable. Bédié n'a jamais dit qu'il était candidat. Tous ceux qui veulent se présenter, qu'ils viennent à la Convention. On les attend à la Convention >>, a dit le président de la Coordination des transporteurs du Pdc, Sanogo Lassina. Il a expliqué qu'en sa qualité de président du parti, Henri Konan Bédié est la personne habilitée à décider du choix du candidat de sa formation politique, pour le scrutin de 2020, dans l'éventualité où il choisira de ne pas se présenter lui-même. << Tous les candidats qui veulent se présenter, ne seront pas candidats en 2020 parce que c'est Bédié seul qui décide de la candidature du Pdc >>, a-t-il